

L'histoire des deux Cachemire par les yeux d'une victime

Vijay Kranti

Vijay Kranti est journaliste et photographe. Il est l'auteur de plusieurs livres en particulier Tibet Reborn, un livre de photos sur le dalai-lama et les Tibétains en exil en Inde.

La situation dans l'Etat de Jammu et Cachemire n'est pas simple, nous l'avons souligné. Cet article écrit par un journaliste originaire de la partie du Cachemire occupée par le Pakistan montre mieux encore la complexité historique, légale et humaine du problème. (NdE)

En 1932, mon grand-père Lala Mukand Lal, « Panjani Waale », fut dépouillé de tous ses biens et forcé de quitter son village, Panjani, dans le district de Mirpur, aujourd'hui situé dans ce que l'Inde appelle le POK « Cachemire occupé par le Pakistan », et que le Pakistan appelle « le Cachemire libre (Azad) ».

Sa seule faute était de n'être pas musulman ce qui lui fit perdre tout droit à vivre dans son village. L'ordre de procéder à une purification ethnique du Cachemire rural avait été émis par la « Conférence Musulmane du Jammu et Cachemire » de Cheik Abdullah (aujourd'hui appelée « Conférence Nationale »). La campagne du Cheik faisait partie d'une stratégie visant à détrôner le maharaja Hari Singh, souverain hindou de l'État majoritairement musulman du Jammu et Cachemire. Tout cela se déroulait à une époque où le reste de la nation était absorbée dans sa lutte pour l'indépendance de l'empire britannique.

Le second exil de Lala Mukand Lal se produisit en novembre 1947, lorsque les tribus musulmanes, appuyées par l'armée pakistanaise,

attaquèrent et occupèrent Mirpur. À cette date, le maharaja avait déjà ratifié le rattachement à l'Union indienne. Sur les 42.000 hindous et sikhs qui s'étaient réfugiés dans Mirpur assiégée par les *raiders*, seuls 18.000 survécurent et parvinrent à traverser la Ligne de contrôle. Mon grand-père était de ceux-là. Il laissait derrière lui toute sa propriété, une fille de quatorze ans et, bien sûr un nouvel État purement islamique rebaptisé « Azad Cachemire ». Sur les 300.000 non-musulmans (hindous et sikhs) du Cachemire occupé, 250.000 parvinrent à rejoindre le Cachemire indien. Les autres ont été massacrés ou forcés de se convertir à l'Islam.

Mais son troisième exil, qui intervint quelques mois après son arrivée à Jammu, a été le pire de tout ce que lui et ses compagnons d'infortune qui avaient échappé au massacre avaient enduré. À cette époque, le premier ministre indien Pandit Jawaharlal Nehru avait pratiquement laissé les mains libres à Cheikh Abdullah pour administrer le Cachemire. Celui-ci, craignant qu'un afflux de non musulmans n'occasionne une « dilution » de sa zone d'influence, créa les conditions qui ont finalement conduit à l'expulsion sans cérémonie de plus de 100 000 d'entre eux vers l'État voisin du Pendjab. Lala Mukand Lal, qui n'avait plus rien à laisser derrière lui dans ce dernier exil, fut poussé dans un camion avec sa famille. C'est alors qu'il perdit la seule chose qui lui restait, l'estime de soi, la confiance et l'espoir.

Les réfugiés du Pakistan occupé : un peuple sans identité

Lorsqu'il rendit son dernier souffle en 1984 au Pendjab, en fils oublié du Jammu et Cachemire, Lala Mukand Lal « Panjani Wale », comme tous les ré-exilés réfugiés du Pakistan occupé, avait perdu jusqu'à son identité – littéralement. Le gouvernement du Jammu et Cachemire a constamment refusé à lui accorder ainsi qu'aux autres exilés le statut

légal de réfugié. Au contraire de ceux venus du Pakistan occidental ou oriental (aujourd'hui le Bangladesh), on leur a refusé toute compensation pour les biens qu'ils avaient laissés au Cachemire occupé. La raison officielle en est que cette région est considérée par l'Inde comme partie intégrante de son territoire [même si occupée], et qu'aucune de ces personnes ne peut par conséquent être considérée comme réfugiée.

Les enfants d'aucun dieu

Compte tenu de leur absence physique du territoire de l'État, le gouvernement du Jammu et Cachemire les a aussi savamment privés de toute représentation politique. Ainsi, bien que 26 sièges de l'Assemblée du Jammu et Cachemire restent vacants [et réservés pour le Pakistan occupé] dans la perspective d'un retour de ces territoires au sein de l'État indien, aucun des sujets 'exilés' ne peut participer aux élections, que ce soit comme candidat ou comme électeur.

Mais il y a une autre catégorie de réfugiés, environ 30 000, qui ont rejoint le Jammu après avoir fui les zones que la partition avaient attribuées au Pakistan. Leur situation est encore pire. Bien qu'ils aient vécu au Jammu et Cachemire depuis 59 ans et que deux générations soient nées dans cet État d'une Inde libre, ils vivent dans ce que l'on pourrait appeler un *apartheid* légalisé, qui les prive des droits démocratiques et civiques les plus fondamentaux. Non seulement les lois du Jammu et Cachemire leur interdisent de se présenter ou de voter dans les assemblées locales et municipales, ou même dans les sociétés coopératives, mais leurs enfants ne sont admis dans aucune de ses institutions publiques lesquelles sont, incidemment, financées par l'argent des contribuables indiens versé par l'État fédéral au Jammu et Cachemire (il est remarquable que l'impôt sur le revenu du

gouvernement de la province ne suffise pas à payer les salaires de ses employés). Considérés officiellement comme des « étrangers », ces jeunes n'ont pas accès à la fonction publique et ne peuvent souscrire un prêt pour démarrer une entreprise. Ce n'est pas un hasard si chaque famille de ce groupe de réfugiés se trouve être non musulmane. Par ailleurs, la politique gouvernementale réserve des places à la communauté majoritaire (comprenez « musulmane ») dans toutes les institutions professionnelles, et leur offre la possibilité de passer les examens d'entrée avec des notes moins élevées. [Pour comprendre cet état de fait, voir article sur l'Article 370 de la Constitution indienne]

L'étrange loi du relogement

Alors que le gouvernement de l'État a toujours refusé de prendre en compte la situation de ces réfugiés, son Assemblée, à l'initiative du ministre en chef de l'époque, Cheikh Abdullah, a passé un projet de loi en 1982, selon laquelle tous les Cachemiris - ainsi que leurs enfants - qui avaient émigré au Pakistan lors de la partition de 1947, pouvaient revenir et réclamer la restitution de leurs biens. Farooq Abdullah, qui devint ministre en chef à la mort de son père, a transformé cette résolution en loi en la faisant passer à nouveau devant l'assemblée, malgré l'opposition du gouverneur ainsi que des groupes de défense des libertés civiques. La Cour suprême de l'Inde ne put rien faire d'autre que constater son incapacité juridique à annuler cette loi. Elle s'est contentée de citer l'article 370 de la constitution indienne selon laquelle, malgré son statut « temporaire et de transition », l'État de Jammu et Cachemire a le privilège d'adopter les lois de son choix, indépendamment de la constitution indienne dans tous les domaines autres que la défense, les affaires étrangères et les communications.

C'est au nom de cette nouvelle loi que deux citoyens pakistanais, résidents du Pakistan occupé, après avoir récemment traversé la ligne de contrôle par la nouvelle ligne de bus entre Srinagar et Muzaffarabd, ont officiellement réclamé la propriété des biens qu'ils possédaient au Cachemire indien avant la partition. Aussi étrange que cela paraisse, le même gouvernement s'est continuellement montré incapable de garantir le retour des pandits hindous et des sikhs cachemiris qui avaient été chassés de la Vallée par les terroristes islamique depuis 1989.

Durant cette dernière campagne de purification ethnique du Cachemire indien, plus de 90% des pandits et des sikhs (soit plus de 250 000 personnes) ont été expulsés du Cachemire. Dans la plupart des cas, leurs propriétés ont été pillées et confisquées par les terroristes, les hommes politiques, les bureaucrates locaux ou par la population.

Vers un État islamique

Il est choquant de constater que tous les gouvernements qui se sont succédés ont religieusement utilisé l'article 370 pour interdire toute entrée de citoyens indiens dans la Vallée aux fins soit de résidence, d'achats de propriétés ou de gestion d'entreprise, alors même qu'ils fermaient les yeux sur les flots d'infiltrés pakistanais et de « moudjahiddins », dont le nombre est impossible à évaluer.

Le gouvernement de l'État a aussi mis en application une loi des plus surprenantes, qui interdit aux femmes citoyennes d'épouser quiconque originaire d'un autre État de l'Inde. Le cas échéant, elles perdraient automatiquement non seulement leurs droits civiques, tels que le droit de vote ou l'accès à un poste de fonctionnaire ou à l'école publique, mais aussi leurs droits à toute propriété familiale au sein de l'État. En conséquence de cette loi, tous les diplômés scolaires et lettres

d'emplois concernant les jeunes filles portent une stipulation supplémentaire selon laquelle celles-ci ne pourraient prétendre au droits ouverts par le dit document qu'après avoir prouvé qu'elle ne sont pas mariées à un « étranger ».

Ainsi, pendant que le Pakistan resserrait chaque jour son contrôle sur le Pakistan occupé, New Delhi a constamment laissé les forces de divisions prendre la situation locale en mains. Alors que la génération de Lal Mukand Lal est sur le point de s'éteindre, leurs descendants vivant au Jammu et Cachemire ou en exil observent, impuissants, leur patrie glisser comme du sable entre leurs doigts, pour tomber entre les mains des terroristes et des fondamentalistes islamistes.